

## **Nous sommes l'Université : rejoignez l'appel du 5 mars**

La section 19 du Conseil National des Universités appelle l'ensemble des collègues de l'ESR, précaires et titulaires, enseignant.es-chercheur.es, chercheur.es, doctorant.es, docteur.es et personnels BIATS à rejoindre **l'appel du 5 mars** lancé par la 22<sup>e</sup> section.

Avec ces collègues, nous dénonçons la destruction organisée du service public de l'enseignement supérieur et de la recherche. Manque de postes, de moyens, précarisation croissante des personnels, dégradation des conditions d'enseignement et de recherche constituent notre quotidien depuis 20 ans. A cette dégradation constante se surajoutent aujourd'hui des événements extrêmement préoccupants.

Une fragmentation croissante de l'enseignement supérieur avec d'insupportables inégalités de traitement entre étudiant.es des classes préparatoires et des universités, abandonné.es durant de longs mois de pandémie sans que ne soit engagé l'accompagnement social et pédagogique à la hauteur de la situation. Les alertes précocement lancées n'ont pas suffi à peser dans des arbitrages ministériels reléguant l'Université au bas des priorités gouvernementales.

La destruction méthodique du service public d'enseignement et de recherche par la suppression du cadrage national de l'accès aux fonctions d'enseignement et de recherche, par le recul de la collégialité au bénéfice de procédures de nomination opaques dont les récentes réorganisations du HCERES rendent compte, mais aussi, par une intensification de la mise sous tutelle politique de l'enseignement et de la recherche. Est-il utile de rappeler les atteintes aux libertés académiques sans précédents dont l'actualité témoigne ? Depuis la dénonciation d'un supposé « islamo-gauchisme » gangrénant les universités et confondant études intersectionnelles, sur le post-colonialisme, le genre ou les processus de racialisation, en passant par l'annonce d'une commission d'enquête renvoyant à des heures sombres, jusqu'à la ré-écriture de fiches de postes rendues conformes à la nouvelle doxa (voir la motion du laboratoire LIRTES du 3 mars dernier). Les rétropédalages confus auxquels nous assistons n'y feront rien : le mal est fait et la défiance est immense. Parce qu'ils n'ont plus la légitimité suffisante pour exercer leurs fonctions, les ministres Vidal et Blanquer doivent démissionner.

Face à ces attaques, nous décidons aujourd'hui de reprendre en main notre destin collectif.

Au nom des libertés académiques et de la souveraineté universitaire:

Nous exigeons que le Conseil national des universités soit replacé au centre des processus d'évaluation individuelle et collective de la recherche universitaire, dans le respect de son indépendance.

Nous appelons l'ensemble des sections du CNU à se réunir en États généraux de l'Université.

Nous invitons l'assemblée générale des directions de laboratoires et unités de recherche à nous rejoindre.

C'est collectivement, titulaires et précaires, que nous lutterons désormais pour refonder l'Université. Et c'est ensemble que nous combattons pour rétablir un service public démocratique de l'enseignement supérieur, de qualité et accessible à toutes et à tous.

Appel voté par la section 19 du CNU le 11 mars 2021